



FABEN CLAREFOND

Le Carnet DE JACQUES JULLIARD

Nous sommes à l'aube d'un siècle machiavélien. Partout les nouveaux empires renforcent leur influence dans les régions qu'ils contrôlent, et n'ont peur ni de recourir à la violence ni de répandre des mensonges pour étendre leur emprise. L'Europe seule semble avoir renoncé à la politique. Il est grand temps qu'elle se réveille, plaide l'historien et essayiste*, jugeant que seul le couple franco-allemand peut redonner au Vieux Continent un cap, une vision, une force.

Pour une Europe politique

L'accord entre les Vingt-Sept qui vient d'être signé à Bruxelles est-il « historique », comme l'a déclaré le président Macron ? Seule l'histoire elle-même permettra de le dire.

Selon que l'emprunt européen pour financer la relance et les débuts d'une fiscalité européenne qu'il appelle demeureront l'exception ou au contraire deviendront la norme, l'Europe commencera à exister vraiment dans le concert international ou au contraire demeurera ce ventre mou qui est une proie facile pour les prédateurs de la planète, depuis les Gafa jusqu'aux grands empires en voie de reconstitution.

Saluons pourtant sans réticence la performance d'Emmanuel Macron, le seul grand succès qu'il ait obtenu depuis le début de son mandat. Pas sûr que les Français lui en sachent gré autant qu'il le mériterait, tant le règne de l'opinion publique impose la priorité de l'État-nouveau sur l'État-puissance. Levons en effet pour un instant le nez au-dessus du masque sanitaire désormais de rigueur. Jamais depuis 1938, le ciel n'avait été aussi couvert et aussi menaçant. Ce ne sont pas seulement les individus que le Covid-19 a confinés dans leur entre-soi ; ce sont les nations démocratiques tout entières, comme paralysées par le souci exclusif de la santé de leurs concitoyens, tandis que les dictateurs de toutes espèces s'en donnaient à cœur joie dans une planète privée de toute conscience collective, de toute réactivité démocratique.

S'il est donc trop tôt pour dire si l'Europe est devenue adulte en ce mois de juillet 2020, il est en revanche hors de doute que nous vivons l'un des plus grands tournants du monde depuis la Seconde Guerre mondiale. Et pas dans la direction qu'on aurait pu espérer !

LA FIN DE L'OCCIDENT

Résumons : l'ordre international qui est en train de se disloquer sous nos yeux, comme la banquise sous l'effet du réchauffement climatique, remonte aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Au-delà d'une ONU qui a eu vite fait de démontrer son impuissance par rapport aux grands États, il est clair que s'est alors installé, sous la menace soviétique, un concept nouveau destiné à y faire face : l'Occident. L'Occident comme concept politique n'existait pas avant la guerre ; le manichéisme stalinien en a fait une nécessité historique. Le plan Marshall, le pacte Atlantique, la course à l'armement nucléaire ont modulé un monde bipolaire, à la fois impitoyable et rassurant, celui de la guerre froide. Par bonheur pour la liberté et la paix du monde, l'ogre stalinien avait les yeux plus grands que le ventre. La mort du tyran (5 mars 1953) a inauguré une longue période, dite de « coexistence pacifique », qui a duré jusqu'à la date symbolique de la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, soit trente-six ans pendant lesquels le système bipolaire a continué de régner sur le monde, sans toutefois le gouverner complètement.

Il s'ensuit donc une troisième période qui s'étend sur un peu plus d'une décennie, la dernière du XX^e siècle, jusqu'à l'attaque contre le World Trade Center du 11 septembre 2001, pendant laquelle les États-Unis sont seuls au monde, l'Occident est triomphant et le libéralisme, sans rival. On parle même d'une possible « fin de l'histoire » (Francis Fukuyama), dominée par un système économique et social unique.

Mais l'effondrement des tours jumelles est plus qu'un symbole : il

L'Occident est mort ? Tant mieux. C'est peut-être bien le moment de l'Europe

somme le glas de ce concept d'Occident jusqu'aux dominants. Les États-Unis qui en sont le leader renoncent par étapes à leur hégémonie mondiale, d'abord de façon furtive sous Obama (2009-2017) puis de façon brutale et cynique avec l'avènement de Donald Trump. Celui-ci fait méthodiquement éclater toutes les institutions mises en place par ses prédécesseurs pour donner consistance à cet Occident, à commencer par l'Otan et tous les pactes régionaux qui permettaient aux États-Unis de dominer le monde.

LES NOUVEAUX IMPÉRIALISMES

Parallèlement, la structure idéologique du monde en deux camps opposés, capitalisme et socialisme, perd toute signification au profit d'ensembles régionaux qui ressuscitent souvent les grands empires du passé : la Russie de Poutine prenant la suite du tsarisme, la Turquie d'Erdogan celle de l'Empire ottoman, la Chine de Xi Jinping celle des dynasties impériales. Sans parler des tentatives des islamistes pour reconstituer le califat du passé. Or ces quatre grands ensembles ont un caractère commun, la haine de l'Occident et la volonté de revanche : tous quatre, à un moment donné, ont été victimes de l'Occident, dominés ou supplantés par ce porteur de l'idée démocratique et de la civilisation technique. C'est ainsi que progressivement le multilatéralisme qui a tenu lieu de doctrine internationale officielle au cours des vingt dernières années a été supplanté par des politiques de puissance on ne peut plus classiques, visant à arrondir le pré carré territorial. C'est Poutine qui a donné le (mauvais) exemple avec l'annexion de la Crimée, d'une partie de la Géorgie et la reconquête en cours du Donbass, au détriment de l'Ukraine ; c'est Erdogan qui par une politique agressive en Syrie et en Libye entend redessiner un Empire ottoman sur une base islamique avec pour symbole Sainte-Sophie rendue au culte musulman ; c'est enfin et surtout Xi Jinping qui montre les dents en mer de Chine, met Hongkong au pas, et ne cache pas sa volonté de récupérer Taïwan et d'étendre son empire commercial à travers l'Asie jusqu'à l'Europe elle-même (les prétendues « routes de la soie » destinées à charrier bien plus que de flamboyantes étoffes) et d'imposer l'impérialisme financier économique et même militaire sur tout le continent eurasiatique. Jamais Staline, jamais Mao n'avaient poussé aussi loin

la logique impérialiste sous pavillon idéologique. Ajoutons qu'à mesure du retrait européen l'Afrique elle-même est en train de se transformer en dominium chinois.

LA DÉFAITE DE LA DÉMOCRATIE

Mais le recul de la démocratie n'est pas que territorial. Qu'il est loin, désormais, le temps où l'on imaginait recueillir tous les peuples du monde sous l'égide du consentement mutuel ! Les néodictateurs dont j'ai parlé ne se cachent plus pour dire que la démocratie occidentale ne convient pas à la Russie, à la Turquie, à la Chine, au monde musulman. Pas plus d'ailleurs qu'au Venezuela de Maduro, aux Philippines de Duterte ou au Brésil de Bolsonaro. Au cours des vingt années écoulées, le recul de la démocratie est général en termes de territoires. Il l'est encore davantage en termes de régime juridique. Quand le Parti communiste chinois impose son joug policier à une population d'un milliard quatre cents millions d'habitants, et pas seulement aux malheureux Ouzbeks jetés en masse dans les plus grands camps de concentration de l'ère contemporaine ; quand les techniques les plus raffinées de la reconnaissance faciale sont utilisées systématiquement pour contrôler un par un, à chaque moment de leur existence, des centaines de millions d'hommes, n'est-ce pas le règne même de la démocratie qui vacille à travers le monde ?

Ajoutez qu'il y aura toujours quelque maïoste en voie de reconversion, quelque trotskiste sur le retour, quelque « libertaire » de caféteria, quelque comédienne en mal de publicité, quelque journal sérieux en proie à la passion du contre-pied pour prétendre que l'Occident n'a rien à dire, que l'Occident lui-même ne cesse de restreindre les libertés publiques. Les bons apôtres ! C'est là une chanson dont l'inusable refrain rappelle irrésistiblement les grandes heures du stalinisme intellectuel en pays libéral.

Est-ce là tout ? Malheureusement, non. La carte à vol d'oiseau de nos déboires futurs ne saurait être complétée sans la mention du cataclysme économique qui, de l'avis de tous les experts, nous attend à la rentrée. Il est peu probable qu'un tel cataclysme s'accorde de la paix sociale, non plus que de la concorde entre les nations. Il ne pourra que favoriser les desseins agressifs des dictateurs et autres démocraturistes. Quand on sait avec quel art les Chinois ont su retourner leur responsabilité dans la diffusion du coronavirus en instrument de propagation de leurs visées impérialistes, on ne peut qu'être inquiet. Nous avons vécu depuis 1945 à l'abri d'un nouveau conflit planétaire, grâce notamment à la dissuasion nucléaire mutuelle. Rien ne dit que l'immense règlement de compte à moyen terme qui s'annonce entre les États-Unis et la Chine puisse s'opérer pacifiquement. Nous entrons dans un monde autoritaire, policier et belliciste, il est inutile de se le cacher plus longtemps.

UNE RENAISSANCE POLITIQUE

Alors revenons à la France et à l'Europe. Certes, nous sommes débarrassés de l'idéologie qui a souvent brouillé les cartes dans le passé. Il n'est pas plus à gauche de prendre le parti de Xi Jinping qu'il serait à droite de prendre celui de Trump. Capitalisme, socialisme et impérialisme sont aujourd'hui inextricablement mêlés.

L'Occident est mort ? Tant mieux. C'est peut-être bien le moment de l'Europe. Peut-être fallait-il qu'un Ubu roi yankee mit à bas une idole factice pour que cette Europe, après mille tergiversations, se décide à exister. Non seulement comme espace économique et commercial, mais comme puissance. Nos amis anglais nous ont quittés ? Peut-être était-ce là le plus grand cadeau qu'ils fussent capables de nous faire. J'en prends à témoin rétrospectif le seul véritable ami anglais que l'Europe eût jamais, le vieux digne Winston Churchill. Les fondés de pouvoir de l'Angleterre, qu'elle a laissés sur place en nous quittant, c'est-à-dire les Néerlandais, les Danois, les Suédois, renâclent à l'idée d'une Europe puissance - c'est le sens dernier de leur prétendue frugalité ? Eh bien, si nécessaire, il faudra leur mettre le marché en mains. Continuer, certes, à gérer avec eux et avec leurs semblables une Europe-comptoir, battue par les vents des impérialismes rivaux. Mais les laisser sur place pour aller de l'avant. Avec qui ? Mais avec l'Allemagne, naturellement. Comme disait jadis Margaret Thatcher, il n'y a pas le choix.

J'ai toujours pensé et dit, qu'ait à passer pour provocateur, n'aurait jamais été pour l'Europe à six, à douze, à vingt huit ou vingt-sept ; j'ai toujours été favorable à la seule Europe qui soit susceptible de devenir un sujet politique : l'Europe à deux. Avec les Allemands, nous nous sommes tout dit, tout fait : il nous reste à devenir la seule chose, à la fois modeste et grandiose, conquérante et pacifique propre à faire naître une fleur d'espoir dans ce monde de brutes et de mégalo-manses.

Il va sans dire que l'alliance diplomatique, militaire, politique de la France et de l'Allemagne, respectueuse de la seule vraie souveraineté de chacun qui importe dans le monde d'aujourd'hui, la souveraineté culturelle, ne restera pas longtemps un mariage à deux. Comme lorsque en 1950 Robert Schuman proposa prophétiquement à l'Allemagne un pool charbon-acier, on verrait bien vite ces Européens de cœur que sont les Espagnols, les Portugais, les Belges, les Italiens accourir pour fonder le nouveau pacte politique nécessaire à notre survie. Je rejoins ici pleinement François Hollande qui, saluant « le progrès majeur de la solidarité entre les Vingt-Sept », mais constatant que l'Union européenne sous sa forme actuelle ne permet pas d'aller aussi loin que la situation l'exige, « appelle à une Europe de l'avant avec quelques pays autour du couple franco-allemand ». En somme, ne rien remettre en cause de ce qui a déjà été réalisé, mais dégager des Vingt-Sept une aile marchante pour faire face à la situation exceptionnelle qui se présente à nous.

L'Europe du marché commun, telle que l'avaient conçue ses pères fondateurs, était une Europe pour temps de paix. Or, comme l'écrivait ici même Nicolas Baverez à la suite de Raymond Aron, notre siècle est le siècle de Machiavel « à travers la dénaturation de la science et de la religion, l'alliance du mensonge et de la terreur, le culte de la violence et l'organisation de la propagande de masse, le déchaînement assumé des ambitions impériales » (Le Figaro du 9 mars 2020). L'Europe que l'on propose ici n'est pas une Europe machiavélique ni même machiavéenne mais une Europe décidée à ne pas céder au machiavélisme dominant, en prenant les moyens de la résistance, qui ne peuvent être que politiques. Le heurte de la querelle entre fédéralistes et souverainistes est dépassée. Je conjure les uns et les autres, au nom de notre commun patriotisme, de s'unir pour que nous autres Français continuions d'exister dans le monde de demain. Nous devons être capables de nous battre pour nos patries et nos valeurs, avec, s'il le faut, les armes à la main.

* Éditorialiste à l'hebdomadaire « Marianne ».

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Olivier Dassault, Thierry
Dassault, Olivier Costa
de Beauregard, Benoit
Habert, Bernard Monassier,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
**Directeur général,
directeur de la publication**
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brezet
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capede (Économie),
Laurence de Charette (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Anne-Sophie von Cler
(Style, Art de vivre, F),
Anne Huet-Willaume (Edition,
Photo, Revision),

Philippe Gelle (International),
Étienne de Montety
(Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, Figaroscope, Télévision),
Yves Théard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences),
Vincent Trémollet de Villers
(Politique, Société, Débats Opinions)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
**Directeur délégué
du pôle news**
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tel.: 01 56 52 20 00
Fax: 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tel.: 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Ecoprint Casablanca Maroc, ISSN 0182-8852
Commission paritaire n° 0421 C 83022
Pour vous abonner L'undi au vendredi de 7h à 18h ;
samedi de 9h à 15h au 01 70 37 31 70, Fax: 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client: www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club: 459 € - Semaine: 319 €. Week-end premium: 260 €

Impri-mé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal
est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écoblanc européen
sous le numéro FI/37/01. **Eutropisation** : Ptot 0,009 kg/tonne de papier.

Ce journal
se compose de :
Édition nationale
In-Cable 10 pages
Cable 2 Économie
3 pages